

Les Indicateurs de progrès sociétal

Les participants à cette journée, tant les participants locaux que ceux qui s'étaient déplacés de quatre coins de la France et même d'un peu plus loin ... ont été extrêmement satisfaits de cette rencontre de travail et de partage, ils l'ont dit sur place et l'ont répété en nous adressant par la suite des messages de satisfaction. Les intervenants et les animateurs nous ont presque tous transmis leurs supports de présentation et ces supports sont accessibles sur le site, ceci avec leur accord.

Il y a dans beaucoup de « communautés » que ce soit des agglomérations, des pays, des départements, des régions, un triple souci partagé par les élus, par les cadres des gouvernements locaux et par les citoyens de mieux savoir où on en est sur **la qualité de la vie**, c'est-à-dire sur des questions qui vont au-delà du recueil des simples données quantitatives de l'emploi – ou du chômage-, du revenu – ou de la pauvreté-, de l'espérance de vie – ou des causes de mortalité- et encore du taux de scolarisation – ou des abandons en cours de cursus.

Les exemples étrangers qu'il nous a été donné d'entendre, montrent que le souhait de nos gouvernements locaux de prendre en responsabilité la qualité de vie dans toutes ses dimensions, sur un territoire, correspond à **une démarche partagée aujourd'hui, en de nombreux points de la planète**, et qui répond à l'attente des citoyens.

Il est apparu clairement dans les débats qu'il n'y a pas de batterie toute faite d'indicateurs et entre lesquels on pourrait appliquer une pondération rationnelle qui donnerait un thermomètre alternatif au PNB. Le PNB compte ce qui se vend ou ce qui est le produit d'un travail rémunéré, en laissant « les marchés » dire le prix ce qui fait les pondérations entre les choux fleurs et les carottes, entre le coiffeur et le kinésithérapeute. Et le total ne mesure pas la qualité de la vie. Mais **il n'y a pas d'indice alternatif substituable**, même si la construction d'un Indice de Développement Humain amène une réflexion sur toutes ces autres dimensions non prises en compte par le PNB.

Il est apparu en conséquence que l'important n'était pas dans la recherche de chiffres à mettre sur des indicateurs mais tout d'abord dans **la recherche de ce qui compte pour nos concitoyens**. Il n'y a pas de définition toute faite et universelle du développement ou du développement durable que nous n'aurions plus qu'à faire appliquer par des ordinateurs. Que voulons-nous pour notre futur ici sur notre territoire, quels sont nos objectifs ? Quelles sont les composantes de nos conditions de vie que nous souhaitons meilleures ? Que pouvons-nous concevoir comme avenir ? Il y a tout un travail d'explicitation qui a une dimension très qualitative.

Ensuite, au regard d'objectifs que nous voulons nous assigner, il faut essayer **d'apprécier notre situation présente** et cela demande de trouver les « indices » les « indicateurs » qui peuvent être de bons repères. D'un service à l'autre d'une administration locale, d'une

catégorie sociale à l'autre, les appréciations peuvent être différentes. Les argumentations méritent d'être échangées, et en premier lieu les informations souvent différentes qui éclairent les positions des uns et des autres, les discussions et les négociations nécessaires.

Des choix d'indicateurs font donc référence à des finalités, à des objectifs à atteindre sur lesquels il a fallu s'accorder d'une manière ou d'une autre. Certains ont pu faire entendre leurs voix, parmi eux certains ont été suivis, d'autres non, d'autres encore n'ont pas eu voix au chapitre. En principe on a le souci d'**entendre toutes les parties prenantes**. Mais le résultat est toujours un compromis selon la manière dont les rapports d'influence se sont établis.

Entre la situation présente, plus ou moins bien apprécié par ces indicateurs et les objectifs que l'on s'est donnés, il y a tout **un cheminement à mettre en œuvre**, à accompagner, à discuter. Des décisions d'action permettant que nous cheminions dans le bon sens sont à prendre par les différentes parties prenantes, pas seulement des « financements » par les gouvernements locaux. Cependant, les ressources disponibles sont entre autres financières et en général limitées. On ne peut tout en même temps, la discussion entre les parties prenantes devra donc aussi porter sur les priorités **en fonction de la « valeur » accordée – négociée, discutée** – entre diverses actions à mener.

L'évaluation commence par cette appréciation de la valeur de notre situation présente, et des choix et des priorités pour l'avenir qui disent « notre évaluation » de ce qui compte pour nous. Chemin faisant, les indicateurs choisis sont là pour nous aider. Il faut que nos actions puissent les faire bouger ; si ce n'est pas le cas, il faut s'interroger pour comprendre pourquoi et pour cela revenir à la raison du choix de cet indicateur. Un indicateur n'est qu'un indicateur concernant quelque chose de plus complexe dont on a pensé mesurer une dimension ou un impact ou un facteur mais cela peut nous amener à faire fausse route. Veillons à ce que nos actions ne soient pas plus guidées par l'indicateur que par la finalité, par le véritable objectif.. Mesurer le nombre de sans abris dans la rue peut conduire aussi à mesurer le nombre de places dans les foyers ; l'action qui consiste à augmenter le nombre de places dans les foyers peut réussir sans que soit réduit le nombre de sans abris dans la rue. Pour de multiples raisons. Peut être que ces foyers ne sont pas au bon endroit ? Peut être que ces sans abris ne veulent pas aller en foyer ? Peut être qu'un autre type d'action permettrait de freiner la production de sans abri ? Etc.

Il nous faut en permanence maintenir nos discussions, retravailler les choix d'indicateurs en même temps que les choix d'action et élargir l'écoute et le débat entre les parties prenantes. Concrètement dans les administrations locales, ne pas laisser le choix des indicateurs et leurs mesures au seul service en charge de la chose, qu'il s'appelle prospective ou évaluation etc.. Mais faire participer tous les services à la définition, impliquer les élus et les citoyens, groupes concernés : **la transversalité paraît une condition essentielle** si l'on veut parvenir à nos fins. L'amélioration de la qualité de la vie passe par l'implication forte du plus grand nombre et c'est cette implication qui reste la ressource la plus rare et qui se conjugue avec une dimension temporelle exigeante.

Une autre exigence est celle d'une **coopération entre les différents échelons du local** (au national). Tout d'abord sur les statistiques : elles sont d'abord d'« états » mais des sorties locales peuvent être organisées. Et puis sur le fait que les compétences sont croisées, par exemple sur l'éducation, municipale sur le primaire, départementale sur le collège, régionale sur le lycée, nationale surtout sur l'université. L'éducation est un tout, comme la culture, la

santé etc...et la continuité de la préoccupation collective exige ici comme en d'autres domaines la coopération entre les gouvernements locaux.

Le tour d'horizon sur les méthodes et les ambitions a montré la nécessité et avivé **la volonté d'aller plus loin en ouvrant des chantiers** avec des démarches qui prennent appui sur les expériences qui ont été discutées lors de cette journée. De nombreux cadres administratifs et des élus en ont exprimé le souhait, les universitaires de PEKEA également; il reste à engager un premier dialogue pour choisir des terrains. Approfondir des études d'expériences comme celle de Jacksonville, celle du consortium nord américain des (800) collectivités locales sur les indicateurs de communautés ou mettre en réseau les expériences dynamiques françaises ? A cette occasion des cadres et élus de la Région Nord Pas de Calais se sont dits intéressés de rejoindre le Club des gouvernements locaux PEKEA. Il va falloir le réunir et inviter quelques gouvernements potentiellement candidats pour aller effectivement de l'avant.